

BRÉSIL

L'autre face du Mondial



Les favelas, le Brésil veut s'en débarrasser avec l'argent alloué au Mondial.

PLACE NETTE POUR LE NETTOYAGE SOCIAL

Alors que l'Europe se prépare à vibrer au son de la samba, le pays organisateur de la Coupe du monde de foot réprime la colère de ses habitants. Focus sur l'un des points chauds du Brésil, Fortaleza, au nord-est, à l'ombre du stade, des hôtels de luxe et des plages idylliques.

Le Brésil n'est plus en voie de développement, il fait désormais partie des pays émergents. Aux yeux de la planète focalisée un mois durant sur lui, il ne veut donc montrer que la face étincelante de son économie prospère. Pas le contraste criant de son extrême pauvreté, la face béante des favelas, balayées par les aménagements des infrastructures. Soit une stratégie financée par les fonds alloués au Mondial. Dixit João Alfredo, conseiller communal de Fortaleza : « La Coupe du monde, avec ses six matchs dans cette ville, est utilisée comme prétexte pour accentuer une injustice sociale et environnementale. Ce processus participe d'un processus d'hygiénisation sociale. Terminer les travaux dans les délais imposés par la FIFA est un prétexte pour qu'ils soient accomplis dans un total irrespect. » Concrètement, la construction d'une ligne de tramway véhiculant les supporters de la plage à la gare de bus en passant par l'aéroport exproprie une communauté précaire établie au centre-ville depuis trois générations sans lui proposer une solution de relogement décente. A 20 km de leurs maisons, les HLM dans lesquels ces familles devront émigrer seront probablement encore en chantier, l'effervescence estompée, tandis que le terrain qu'elles occupaient aura été livré à la spéculation immobilière. Tout bénéfice pour les caisses de l'Etat.



A l'échelle du pays, 250 000 personnes seront expulsées pour des chantiers lancés pour la Coupe du monde.

DU SEXE AU PROGRAMME

Destination connue pour son tourisme sexuel, cette métropole de plus de 3 millions d'âmes s'attend à voir exploser le nombre de ses clients, des bandes de potes venus expressément pour l'éclate. Et déjà, l'offre s'organise. Elle améliore ses « packages » vendus avant leur départ aux Européens : fille, taxi, resto, boîte, hôtel. Un all-inclusive au rabais, un apport de lucre craint par certaines, comme le confirme Alice Oliveira, responsable d'une association de protection de prostituées : « Beaucoup ne veulent pas aller avec un Occidental, parce qu'en cas de situation dangereuse, elles ne savent pas comment s'en sortir. D'autres se préparent à recevoir ces touristes. Elles renouvellent leur garde-robe dans l'espoir de rencontrer le prince charmant. » Son témoignage met aussi en avant le phénomène de la « bomba ção », ou, pour coller au fantasme de la Brésilienne aux courbes généreuses, comment les transsexuels s'injectent de la silicone industrielle. Avec, à la clé, la mort sur le coup ou dans les mois suivants. Les risques, celles qui n'ont pas d'autre choix que de vendre leur corps pour survivre, elles les connaissent bien. Eux aussi, ils s'intensifieront alors que la liesse populaire contaminera la ville. Il suffit d'extrapoler les chiffres de la dernière Coupe du monde en Afrique du Sud : les abus sexuels y avaient grimpé de 83 %. Et en cas d'agression, il ne faudra pas compter sur la police pour défendre le plus faible des deux. Vu la corruption ambiante, le flic aussi, le client l'aura acheté.



Sur l'une des places de la ville, il n'est pas rare de voir la mère, la fille et la petite-fille se prostituer. La passe « bas de gamme » ne coûte que l'équivalent de 10 €...

UNE COUPE POUR LES ENFANTS AUSSI

Parmi les missions confiées à la police afin de « lustrer le paysage urbain », il y a celle de chasser les enfants qui mendient en attirant la pitié du touriste. Ces gamins aux situations familiales atroces, dormant sous les cartons à même le trottoir, s'alimentant des déchets des poubelles, ignorés, voire invectivés par les habitants, subiront plus encore la violence pendant la compétition. Manoel Torquato, éducateur de l'association O Pequeno Nazareno, en est témoin : « La police débarque et les éloigne des endroits stratégiques, parfois avec des incarcérations. » Pour repli, il leur restera le retour à la case départ : la favela qu'ils ont fuie, avec le dealer de drogue pour les cueillir. Pis, ces consignes de répression sapent le travail des éducateurs qui tentent de les réinsérer socialement. Apeurés comme des chiens battus, ils se rebiffent davantage à toute approche. Pour prendre le contre-pied de la situation, Manoel a décidé de faire participer ses protégés à la Street Child Cup. Une façon de focaliser les regards sur une réalité que les autorités veulent occulter et un formidable moyen pour ces as du ballon de se réapproprier le sport qui les sauve de leur quotidien et que la Coupe du monde réserve à une élite l'espace de quelques semaines.



Un tiers des enfants des rues vivent dans l'Etat de Fortaleza. Le football leur permet de s'évader de la violence du quotidien.



La jeunesse issue de la classe moyenne réclame une seule priorité : la justice sociale.



LA COLÈRE DES JEUNES

Il y a plusieurs semaines, Michel Platini, président de la FIFA, lançait cet appel aux Brésiliens : « Calmez-vous, faites la trêve, rendez hommage à cette belle Coupe du monde. Les Brésiliens doivent comprendre qu'on est là pour leur faire plaisir. » Quand on sait que le budget pour cette organisation rien qu'à Fortaleza représente deux fois et demie le budget municipal annuel, quand on sait qu'une place pour assister à un match coûte de 20 à 660 € alors que le salaire moyen est de 264 €, comment ne pas comprendre la révolte de ces jeunes descendus dans la rue avec un message clair ? Issus de la classe moyenne émergente, structurés grâce au Net, traqués par une police quasi militaire, ils réclament que l'argent dépensé soit injecté dans un système qui ne reproduise pas les fossés sociaux. Car si les autorités ont établi des quotas d'accès aux universités pour les plus démunis, l'enseignement secondaire que fréquentent la majorité des ados prépare mal à passer à l'étape supérieure. Quant à la Bolza familia, ce revenu minimum accordé à ceux vivant sous le seuil de pauvreté, elle complique souvent les situations administratives sans améliorer le sort de ces personnes. Vu la facture qui pèse sur les épaules des Sud-Africains, heureux hôtes de 2010, à savoir 2,1 milliards d'euros de perte, et l'interrogation sur le devenir des infrastructures, il n'est pas difficile d'appréhender l'étendue de leur colère.



Pour écouter les interviews de ces différents intervenants, se plonger dans cette réalité émouvante, surfer sur www.copaparaquem.com, un webdocumentaire édifiant.